

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE PARTHENAY-GÂTINE

SEANCE DU 26 FÉVRIER 2020 À 18H30

CCPG48-2020

Président : M. ARGENTON,

GILBERT Véronique, DIEUMEGARD Claude, BRESCIA Nathalie, MORIN Christophe, MOTARD Guillaume, GILBERT François, PRESTAT-BERTHELOT Françoise, DIEUMEGARD Jacques, VOY Didier, ROUVREAU Laurent, GUERINEAU Louis-Marie - Vice-présidents

DEVAUD Patrick - Conseiller-délégué

ALBERT Philippe, ALLARD Emmanuel, BABIN Françoise, BELY Françoise, BERGEON Patrice, CHARTIER Mickaël, CHAUVET Annie, CLEMENT Guillaume, DUFOUR Jean-Paul, FEUFEU David, GARNIER Jean-Paul, GAMACHE Nicolas, GUERIN Jean-Claude, HERAULT Ludovic, JOLIVOT Lucien, MALVAUD Daniel, MARTIN Dominique, MENANT Jean-Michel, MIMÉAU Bernard, PASQUIER Thierry, PILLOT Jean, PROUST Magaly, RINSANT Martine, ROY Michel, TORRE Emmanuelle, VERDON Laurence - Conseillers

Délégués suppléants :

SAINT-LAURENT Gérard suppléant de GAILLARD Didier
SALVEZ Frédérique suppléant de MARTINEAU Jean-Yann
FAZILLEAU Eliane suppléant de RENAULT Jean-Michel

Pouvoirs :

BOUCHER Hervé-Loïc donne procuration à MOTARD Guillaume
DE TALHOUET-ROY Hervé donne procuration à JOLIVOT Lucien
BERTIN Gilles donne procuration à ARGENTON Xavier
LONGEARD Daniel donne procuration à ROUVREAU Laurent
PELEGRIN Michel donne procuration à GAMACHE Nicolas
POINT Anne-Marie donne procuration à RINSANT Martine
SOULARD Danièle donne procuration à DUFOUR Jean-Paul
THIBAUT Catherine donne procuration à VOY Didier
YOU Armelle donne procuration à PRESTAT-BERTHELOT Françoise

Absences excusées : LARGEAU Béatrice, BOUTET Serge, CHARON Philippe, GIRET Jean-Marc, GUILLEMINOT Nicolas, LAMBERT Nicole, LHERMITTE Jean-François, MARY Sybille, MORIN Jean-Michel, PARNAUDEAU Thierry, REAUD Fridoline, VEILLON Ingrid

Secrétaires de séance : ROUVREAU Laurent, GUERINEAU Louis-Marie

PLU DE CHATILLON SUR THOUET - APPROBATION DE LA REVISION ALLEGEE N°2
(SECTEUR BRESSANDIÈRE)

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2017, actant les statuts modifiés de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine et actant la prise de compétence « plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale » ;

Vu le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Gâtine approuvé le 5 octobre 2015 ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Parthenay en date du 26 mai 2011 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Parthenay en date du 29 mai 2013 approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Parthenay en date du 12 décembre 2013 approuvant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du Conseil municipal de Châtillon-sur-Thouet en date du 16 janvier 2017 approuvant la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté de communes de Parthenay en date du 30 janvier 2020 approuvant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 25 octobre 2018 prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 28 juin 2018 prescrivant le lancement d'une procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Châtillon-sur-Thouet,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 7 mars 2019 prescrivant une procédure de révision allégée n°2 du PLU de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu la délibération du conseil communautaire en date du 29 mai 2019 abrogeant la procédure de modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Châtillon-sur-Thouet,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 25 juillet 2019 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée n°2 du PLU de Châtillon-sur-Thouet ;

Vu l'arrêté communautaire n° 24-RCC-2019 de M. Le Président de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine en date du 25 novembre 2019 soumettant à enquête publique le projet de Révision Allégée n°2 arrêté et l'avis d'enquête publié ;

Vu les pièces du dossier de Révision Allégée n°2 soumises à enquête publique ;
Considérant le mémoire en réponse aux avis et remarques exprimés dans le cadre de l'enquête publique ;

Considérant le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur en date du 10 février 2020 dans lequel il émet un avis favorable sous réserve qu'une attention particulière soit portée aux contraintes environnementales, notamment en ce qui concerne les zones humides ;

Considérant les modifications apportées au projet de Révision Allégée n°2 arrêté le 25 juillet 2019 suite à la saisie des Personnes Publiques Associées, à la réunion d'examen conjoint du 26 septembre 2019 et à l'enquête publique, présentées en annexe de la délibération ;

Considérant les avis de l'intercommission Economie-Tourisme et Aménagement de l'espace, Urbanisme et Habitat de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine en date du 30 janvier 2020 et du 11 février 2020 ;

Considérant que le projet de Révision Allégée n°2 du PLU de Châtillon-sur-Thouet tel qu'il est présenté au Conseil Communautaire est prêt à être approuvé conformément au Code de l'Urbanisme ;

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, avec 41 voix « pour » et 10 voix « contre », décide :

- d'approuver la Révision Allégée n°2 du PLU de Châtillon-sur-Thouet tel qu'elle est annexée à la présente délibération,
- d'autoriser M. Le Président à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;
- d'indiquer que le dossier de Révision Allégée n°2 du PLU est tenu à la disposition du public au service Aménagement du territoire de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine, 7, rue Béranger – 79200 PARTHENAY, aux jours et heures d'ouverture habituels ;
- d'indiquer que la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois à la Mairie de Châtillon-sur-Thouet et au siège de la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine. Une mention en caractères apparents sera insérée dans un journal diffusé dans le département.
- d'indiquer que la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs ;
- d'indiquer que la présente délibération, accompagnée du dossier de Révision Allégée n°2 du PLU de Châtillon-sur-Thouet, sera transmise en Préfecture au titre du contrôle de légalité ;
- de dire que la présente délibération deviendra exécutoire dès l'accomplissement des mesures de publicité prévues par le Code de l'Urbanisme.

Fait & Délibéré les jour, mois et an que dessus.

Et ont signé tous les membres présents.

POUR EXTRAIT CONFORME

P/Le PRÉSIDENT ;

Publiée le 4 mars 2020

Reçue en Préfecture des Deux-Sèvres le 3 mars 2020
079-200041333-20200226-CCPG48-2020-DE.



Pour le Président,
Un Vice-Président,

Françoise PRESTAT-BERTHELOT

Observations formulées par les Personnes Publiques	Avis et propositions de la CCPG	Modifications apportées aux pièces du dossier
<p>ETAT</p> <p>- <i>Organisation du rapport de présentation :</i></p> <p>D'une manière générale, il conviendrait de veiller à une parfaite cohérence entre le rapport de présentation et les différents pièces du dossier. En l'état, plusieurs évolutions opérées dans le PLUi ne sont pas évoquées dans le rapport, ou sont présentées de façon erronée. Cela constitue une source d'insécurité juridique potentielle.</p> <p>D'autre part, au regard des attendus inscrits au code de l'urbanisme, la notice de présentation doit comporter deux chapitres supplémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Analyse des incidences du projet de révision allégée sur l'environnement » exposant, entre autres, l'impact sur les zones humides et les mesures d'évitement, de réduction et de compensation mises en place ; - et « Compatibilité du projet de révision allégée avec les documents de rang supérieur », traitant notamment de la cohérence avec les dispositions du SCOT Pays de Gâtine fixant les objectifs de protection des zones humides (orientation P3) et attribuant les enveloppes globales par pôle et communautés de communes pour le développement économique (orientation P16). <p>Le seul renvoi au rapport d'évaluation environnemental n'est pas suffisant.</p>	<p>Sans précisions sur les éléments qui ne « sont pas évoqués ou présentés de façon erroné », la CCPG ne peut apporter de compléments d'information.</p> <p>L'évaluation environnementale est une pièce centrale du dossier et expose précisément les incidences du projet sur l'environnement (de la page 145 à 191) ainsi que sa compatibilité avec les documents de rang supérieur (notamment de la page 12 à 18 et page 42). L'opportunité d'ajouter de ces deux mêmes chapitres dans la notice de présentation sera étudiée suite à l'enquête publique.</p> <p>Concernant l'orientation P3 du SCOT plus spécifiquement et la démarche « Éviter-Réduire-Compenser » relative aux zones humides, l'ensemble du dossier reprend une étude d'actualisation des données relatives aux zones humides (étude de « Porter à Connaissance » effectuée au titre de l'article R 214-18 du Code de l'environnement / Loi sur l'Eau), selon les critères réglementaires en vigueur de mars à juillet 2019 (critères définis dans une décision du Conseil d'Etat du 22 février 2017, qui instaure un caractère cumulatif nécessaire des critères « sol » et « végétation » dans la définition réglementaire des zones humides).</p> <p>Le projet de Révision Allégée n°2 a été arrêté au Conseil communautaire du 25 juillet 2019, selon cette réglementation en vigueur.</p> <p>La loi du 26 juillet 2019 <i>"portant création de l'Office français de la biodiversité, modifiant les missions des fédérations des chasseurs et renforçant la police de l'environnement"</i>, est venue modifier la rédaction du Code de l'environnement qui est dorénavant rédigé comme suit : « on entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, <u>ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année</u> ; »</p> <p>Cette rédaction rétablit le caractère alternatif des deux critères de caractérisation des zones humides "réglementaires" (sol ou végétation), en lieu et place de leur caractère cumulatif, qui était en vigueur depuis la décision du Conseil d'Etat du 22/02/2017.</p> <p>L'étude d'actualisation des données relatives aux zones humides effectuée au titre de l'article R 214-18 du Code de l'environnement est en cours de redéfinition afin d'intégrer ce changement législatif intervenu après l'arrêt du projet le 25 juillet 2019. Le projet de révision Allégée n°2 en intégrera les conclusions après enquête publique.</p> <p>Concernant l'orientation P16 du SCOT attribuant les enveloppes globales par pôle et communauté de communes pour le développement économique, la remarque de</p>	<p>Sans objet.</p> <p>Le Rapport de Présentation a été complété de deux chapitres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'analyse des incidences du projet de révision allégée sur l'environnement • Compatibilité du projet de révision allégée avec les documents de rang supérieur <p>Ces chapitres renvoient vers les chapitres rédigés dans le cadre de l'évaluation environnementale et sont complétés des informations listées ci-contre.</p>

Révision Allégée n°2 ne portant pas atteinte aux orientations du PADD / PLU CHATILLON SUR THOUET

		la DDT semble infondée dans la mesure où ce projet de révision alléguée n'étend pas le périmètre de la Zone d'Aménagement Concertée de la Bressandière (créée en 2007 et dont le périmètre a été de nouveau entériné par l'approbation du PLU en 2011).
<p>- Justification du projet :</p> <p>Le rapport de présentation doit justifier et localiser de façon plus précise les évolutions qu'il est prévu d'apporter au document d'urbanisme afin de faciliter la lisibilité et la bonne compréhension du projet. Cela doit notamment conduire à :</p> <ul style="list-style-type: none">- présenter les critères ayant conduit au choix de la zone d'activité de la Bressandière pour accueillir le projet ainsi qu'un bilan des surfaces disponibles dans les zones d'activités avoisinantes, afin de démontrer l'absence d'alternative et la pertinence du choix de localisation sur les parcelles ici concernées,- identifier les zones humides inventoriées et localiser celles protégées au titre du L.151-23 ;- légendier de façon claire le plan de masse des projets ADAPEI et Maison de la Parthenaise qui manque de lisibilité et est peu compréhensible (page 4 du rapport de présentation) ;- argumenter la nécessité d'inclure dans le zonage une parcelle isolée C04é Ouest de la RN149 ;- présenter la réduction de la bande d'imconstructibilité qui est opérée par rapport à la RN149, le rapport de présentation, l'OAP et le dossier de dérogation « Loi Barnier » manquant de cohérence à ce sujet et portant à confusion.	<p>Sur les critères ayant conduit au choix de la zone :</p> <ul style="list-style-type: none">- La Communauté de communes rappelle qu'il s'agit de la principale ZAC économique communautaire du territoire. A ce titre, elle définit la malaise foncière du site. Le projet de Révision Alléguée n°2 porte sur le nord (qui dispose encore de quelques lots non-bâti) de la ZAC, où la quasi-totalité des aménagements ont été réalisés.- Considérant les projets économiques structurants ayant vocation à se développer sur ce secteur (ADAPEI et Maison de la Parthenaise), à l'interface avec l'environnement agricole identitaire alentour, la Communauté de communes a souhaité élargir les réflexions sur l'aménagement de cette entité stratégique de l'agglomération, et cela dans l'esprit de la Loi Barnier (mener une réflexion urbaine globale), qui est le principal objet de cette Révision Alléguée. <p>D'autres éléments sont apportés §1 de la réponse à la MRAE (voir ci-après dans le présent mémoire en réponse).</p> <p>Sur la nécessité de « légendier de façon claire le plan masse des projets ADAPEI et Maison de la Parthenaise » : une révision alléguée n'a pas à présenter de façon si précise les plans des projets (nous ne sommes pas dans le cadre d'une Déclaration de Projet emportant mise en compatibilité du PLU). Il conviendra de se reporter vers les autorisations d'urbanisme qui comprendront nécessairement des plans plus précis.</p> <p>Sur la nécessité « d'inclure dans le zonage une parcelle isolée côté ouest de la RN 149 » : l'esprit de la Loi Barnier ne serait pas respecté dans le cas contraire car on ne peut penser la cohérence d'une entrée de ville sans intégrer à la réflexion urbaine les deux côtés d'une même voie. En outre, Cette parcelle aménagée est un reliquat des mesures prises au titre des aménagements consécutifs aux préconisations du dossier Loi sur l'eau. Elle est bordée par une voie de desserte interne qui permet d'accéder aux ouvrages de gestion douce des eaux pluviales de la tranche 2 de la ZAC, conformément aux dispositions actées dans le dossier d'autorisation de la Loi sur l'eau.</p> <p>La modification du règlement de la ZAC, qui ouvre plus largement les activités autorisées, permettra de positionner sur cette parcelle aménagée, une activité en rapport avec sa surface et en complémentarité avec les activités développées sur la tranche 3 de la ZAC.</p> <p>La surface de cette parcelle la rend totalement incompatible avec des activités industrielles.</p>	<p>Concernant les critères ayant conduit au choix de la zone et la nécessité d'inclure la parcelle isolée côté ouest, le rapport de présentation a été enrichi des informations listées ci-contre.</p> <p>S'agissant des zones humides, le rapport de présentation a été enrichi des éléments inscrits dans l'évaluation environnementale complémentaire.</p> <p>Le plan masse demandé n'a pas été intégré au dossier, notamment les OAP. En effet, il n'a pas été jugé cohérent d'avancer une telle précision dans le dossier puisque ce dernier peut encore évoluer et que les différents compléments apportés au PLU dans le cadre de la révision alléguée suffisent à bonner le projet.</p>

<p><u>- Etude de dérogation à la « Loi Barnier » :</u></p> <p>Une étude de dérogation à la « Loi Barnier » a été réalisée conformément à l'article L.111-8 du code de l'urbanisme afin de déroger à la marge de recul de 75 m de l'axe de la RN149 imposée par la réglementation. Cette étude doit justifier que la distance d'implantation proposée est compatible avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.</p> <p>Or, l'étude contient de nombreux éléments contradictoires et doit être reprise. A titre d'exemple, trois distances de recul différentes sont préconisées pour l'implantation des bâtiments (20, 15 ou 30-35 mètres) sans cohérence apparente.</p> <p>Ces éléments ne permettant donc pas de justifier le nouveau recul imposé dans le PLUi à 15 m, introduit sans aucune justification ni mesure de l'impact en matière d'intégration paysagère et architecturale, ou de nuisances. L'ensemble doit ainsi être revu et argumenté, sans quoi la modification opérée dans l'article 1AU66 n'est pas juridiquement recevable.</p> <p>Par ailleurs, l'étude « Loi Barnier » aurait mérité d'être davantage développée sur le volet architectural afin de garantir l'intégration urbaine et paysagère du site au vu de l'enjeu de qualification de l'entrée de ville.</p> <p>Enfin, il est rappelé que ce dispositif ne concerne pas que les bâtiments : les espaces de parking sont également interdits dans la bande soumise à la « Loi Barnier ». Aussi le dossier doit être précisé en conséquence.</p>	<p>Les 30-35 mètres mentionnés se réfèrent à l'axe de la voie, conformément à la rédaction du Code de l'urbanisme. Les 15-20 mètres se réfèrent quant à eux à l'alignement de la voie (limite espace public / espace privé) conformément à la rédaction du règlement du PLU en vigueur. Ces éléments n'entrent pas en contradiction. En outre, le projet de Révision Allégée propose d'articuler le panel d'outils réglementaires offerts par le Code de l'urbanisme (Orientation d'Aménagement et de Programmation et Règlement notamment), et cela selon une logique d'urbanisme de projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Reprise du principe d'alignement des bâtiments principaux à 20 mètres de l'emprise de la voie dans l'OAP, et cela conformément à la règle inscrite dans le PLU actuel (base sur laquelle les constructions se sont développées jusqu'à aujourd'hui le long de la RN 149) ; - instauration d'une souplesse dans la bande des 15-20 mètres dans le règlement écrit, et cela afin de permettre des constructions et installations annexes nécessaires aux activités (notamment stationnement, terrasse, extension) « sous réserve d'une justification de la prise en compte des nuisances, de la sécurité et de la qualité de l'urbanisme, ainsi que d'un parti pris architectural et un accompagnement paysager de qualité », conformément à l'OAP précédemment citée avec laquelle les projets concernés devront être compatibles ; 	<p>Le dossier de dérogation à l'application de l'article L.111-8 du Code de l'urbanisme et l'Orientation d'Aménagement de Programmation ont été jugés suffisamment complets par la collectivité, il n'y est donc pas apporté de modifications.</p>
<p><u>- Modifications de l'OAP :</u></p> <p>Le schéma d'aménagement proposé sur le site du projet mérite d'être repris pour y intégrer les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les zones humides existantes, ainsi que celles à protéger et/ou faisant l'objet de mesures de compensation, doivent être toutes clairement identifiées sur l'OAP. D'autre part, il ne peut être prévu la réalisation d'ouvrages de gestion des eaux pluviales dans les espaces verts identifiés comme zone humide. La légende porte à confusion et doit être modifiée afin de différencier les deux types d'espaces. - Le schéma mérito d'être complété au regard de la connaissance actuelle du projet en y faisant figurer notamment les zones destinées aux constructions, les parkings, les modalités de gestion des eaux pluviales, les cheminements piétons (dont celui sur plots), etc. - Les éléments de lutte contre les nuisances sonores et visuelles identifiées dans l'étude loi Barnier doivent être retranscrits dans l'OAP pour en garantir la prise en compte dans le projet. 	<p>Le contenu d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) est réglementé par l'article L.151-7 du Code de l'urbanisme. Tout projet réalisé au sein d'une OAP doit alors être « compatible » avec les orientations définies par celle-ci. Aussi, elles n'ont pas vocation à être aussi précises qu'un plan masse car, même si des projets sont connus lors de la définition de l'OAP, il est fréquent que ces projets évoluent (problème de faisabilité technique, intégration de nouvelles études, redéfinition du projet etc.).</p>	<p>Les différentes pièces d'un document d'urbanisme étant liées et indissociables, il n'a pas été souhaité de rajouter les zones humides sur la cartographie de l'OAP (celles-ci étant déjà protégées par les pièces réglementaires).</p> <p>Il n'a pas été souhaité de préciser outre-mesure le schéma de l'OAP afin de conserver des marges de manœuvre si le projet rencontrait des évolutions au moment de l'aménagement.</p>
<p><u>- Modifications du plan de zonage :</u></p> <p>La parcelle A1218 située au nord-ouest de l'autre côté de la RN149 est incluse dans le nouveau zonage « 1AUze » alors qu'elle est destinée à compenser l'impact du projet sur les zones humides via une mise en gestion adaptée. Cette parcelle doit donc intégrer un zonage protecteur adapté (zone agricole protégée ou zone naturelle).</p> <p>L'inclusion de la parcelle A1211 dans la zone « 1AUze » n'est pas justifiée dans le dossier. D'autre part la taille de la parcelle ne constitue pas un argument suffisant pour intégrer cette dernière au zonage « 1AUze » : il est nécessaire de développer l'argumentaire relatif à ce secteur ou d'attendre un projet plus abouti.</p> <p>La nouvelle bande correspondant à la marge de recul par rapport à l'emprise de la RN 149 doit être reportée sur le plan de zonage pour en assurer la bonne prise en compte.</p> <p>Enfin, la protection effective des haies et alignement d'arbres prévue dans l'OAP devra être assurée par un classement de ces derniers au titre des articles L.151-19 et/ou L.151-23 du code de l'urbanisme. Ces éléments doivent figurer sur la planche de zonage au même titre que les zones humides et être introduits dans la notice pour être justifiés.</p>	<p>Le projet prévoit de protéger les zones humides évitées et compensées sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme. Ce « sur-zonage » apparaît pertinent et suffisant. Le classement en zone agricole, naturelle ou forestière de terrains situés en ZAC économique pourrait apparaître difficilement compréhensible.</p> <p>Sur l'inclusion de la parcelle A1211 au projet, outre les remarques précédentes (CF §3), il est rappelé qu'un PLU a vocation à permettre et à insérer des projets connus ou non dans une logique de projet urbain global, et qu'à l'inverse, un PLU n'a pas à nécessairement évoluer « au coup par coup », au rythme des projets déposés.</p> <p>Le complément du règlement graphique par la protection des haies et alignement d'arbres sera étudié suite à l'enquête publique.</p>	<p>Le règlement graphique est complété des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La nouvelle bande correspondant à la marge de recul par rapport à la RN 149 n'a pas à figurer sur le plan de zonage dans la mesure où le règlement écrit stipule expressément cette marge de recul. Par ailleurs, les projets devront être compatibles avec l'OAP. - Le classement au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme des zones humides est étendu à l'intégralité des trois périmètres des sites de compensation présentés dans l'évaluation environnementale complémentaire. Le règlement écrit définit les prescriptions de nature à assurer leur protection. - La protection des alignements d'arbres prévue dans l'OAP est assurée par un classement au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme. Le règlement écrit définit les prescriptions de nature à assurer leur protection.

	<p><u><i>- Modifications du règlement, écrit :</i></u></p> <p>L'article 1 ALUz6 établit la nouvelle distance d'implantation par rapport aux voies à grande circulation à 15 mètres. Il est attendu que cette évolution soit cohérente avec le contenu de l'étude Loi Barnier et dûment reportée sur le règlement graphique, en lien avec les remarques précédentes.</p> <p>Le recul imposé par rapport aux limites de propriété, dans le cas où celles-ci sont constituées de haies bocagères, ne semble pas compatible avec les plans de la demande de permis de construire de l'ADAPPL, qui y prévoyait notamment la réalisation d'une terrasse au nord de la zone.</p> <p>La référence réglementaire au dossier loi sur l'eau dans l'article 4 doit être supprimée car elle est inutile et peut induire en erreur dans la mesure où tout projet d'extension n'est pas systématiquement soumis à la loi sur l'eau.</p>	<p>Le projet de révision allégée n°2 prévoit en zone 1ALUz6 de réduire à 5 mètres le recul minimum à respecter par rapport à la limite de propriété dans le cas où celle-ci est constituée de haies bocagères existantes « sous réserve de conservation de la haie, d'un aménagement de la bande de recul à dominante végétale et en pleine terre, et de ne pas porter préjudice à la mare existante ».</p>	<p>S'agissant du recul imposé par rapport aux limites de propriété dans le cas où celles-ci sont constituées de haies bocagères identifiées au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme, le règlement écrit indique qu'en zone 1ALUz6, le recul minimum à respecter est de 5 mètres par rapport à la limite de propriété, sous réserve de conservation de la haie, d'un aménagement de la bande de recul à dominante végétale et en pleine terre, et de ne pas porter préjudice à la mare existante ».</p>
7	<p><u><i>- Volet « loi sur l'eau » :</i></u></p> <p>La loi n°2019-773 du 26 juillet 2019 est venue modifier l'article L.211-1 du code de l'environnement concernant la définition des zones humides pour rétablir la cohérence avec l'arrêté du 24 juin 2008, valable en police de l'eau, doivent être désormais considérés comme zones humides les terrains caractérisés par l'un ou l'autre des deux critères sols et végétation.</p> <p>Or, le travail mené par le bureau d'étude sur le secteur concerné par la révision allégée n'a pas été effectué selon cette nouvelle définition. En conséquence, l'inventaire zones humides devra au besoin être complété en regard de la loi susvisée dans le cadre du porteur à-connaissance Loi sur l'Eau et le PLU dûment mis en cohérence (règlement, zonage, OAP) avec l'éventuelle nouvelle délimitation.</p>	<p>Voix remarques précédentes § 2 et les autres précisions apportées dans le présent mémoire dans les réponses à la MRAE ci-après.</p>	<p>Cf. ci-dessous.</p>
8			
9	<p>Ea conclusion, il apparaît que le dossier de révision allégée n°2 du PLU de Châtillon sur Thouet nécessite d'être remis au regard de l'ensemble des points soulevés dans le présent courrier et d'être à nouveau arrêté en conseil communautaire afin d'assurer sa fiabilité juridique.</p>	<p>Considérant l'ensemble des réponses apportées dans le cadre du présent mémoire, la Communauté de communes confirme l'arrêt du projet de révision allégée intervenu le 25 juillet 2019. Le volet compensation des zones humides impactées sera complétée suite à l'actualisation des données relatives aux zones humides effectuée au titre de l'article R 214-18 du Code de l'environnement.</p>	
Avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale de la région Nouvelle-Aquitaine			
1	<p>1-Analyse de solutions alternatives</p> <p>Le dossier ne précise pas si d'autres implantations ont été étudiées pour l'accueil des activités projetées, notamment sur des sites limitant la consommation d'espaces et proposant des parcelles en densification.</p> <p>La Mission Régionale d'Autorité environnementale recommande d'indiquer les solutions alternatives envisageables pour l'implantation du projet sur la commune ou au niveau de l'intercommunalité. Au regard des enjeux du site, la MRAE estime en effet qu'il est nécessaire d'identifier prioritairement les pôles à vocation non industrielle et offrant, dans une perspective d'économie d'espace, un potentiel de densification adapté au projet.</p>	<p>Il convient également d'indiquer que le projet de Maison de la Parthenaise comporte 4 pôles, qui doivent répondre à des enjeux différents et complémentaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un pôle administratif, qui accueillera les bureaux des différentes structures travaillant pour la race bovine parthenaise et l'élevage ; des salles de réunion sont également prévues ; - un pôle commercial, avec 2 restaurants, un magasin de produits locaux et une cuisine centrale ; - un pôle touristique, avec des espaces pédagogiques et d'exposition à l'intérieur du bâtiment et un parcours ludopédagogique en extérieur ; - un pôle élevage, dans lequel les éleveurs de parthenaises construiront une nouvelle station d'expérimentation avec la présence de 80 mâles à l'année et 	<p>Le dossier a été complété des informations listées ci-contre, notamment dans le rapport de présentation.</p>

Révision Allégée n°2 ne portant pas atteinte aux orientations du PADD / PLU CHATILLON SUR THOUIET

	<p>2- Patrimoine naturel et continuité écologiques</p> <p>Le site Natura 2000 le plus proche est la zone spéciale de conservation du <i>Bassin du Thouet amont</i> (FR5400442) distante d'environ 3,7 kilomètres au sud-ouest du projet. Le site comprend huit ruisseaux majeurs, caractérisés par la présence de l'écrevisse à pattes blanches sur un réseau de ruisseaux interconnectés signalant l'existence d'une dynamique de population à l'échelle de l'ensemble du haut bassin du Thouet (bien que les densités soient plutôt faibles, il s'agit d'une situation unique dans l'ex-région Poitou-Charentes). La présence du Chabot de la Lamproie de Planer, de l'Agriion de mercure et de la Rosalie des Alpes ajoute à l'intérêt du site.</p> <p>Dans le cadre du SCoT du Pays de Gâtine, la définition et la déclinaison de la trame verte et bleue ont été réalisées. Le site d'étude s'inscrit dans l'un des espaces de perméabilité écologique du Pays de Gâtine, désignant les systèmes bocagers comme des zones où la densité du bocage facilite la circulation des espèces. Par ailleurs, la RN 149 traversant le site est considérée comme un élément fragmentant du réseau d'infrastructures routières.</p>	<p>des jeunes femelles en pâturage ;</p> <p>Les restaurants répondent à des logiques commerciales et, comme pour tous les commerces, leur emplacement est stratégique. L'ADAPEI, qui exploite les restaurants et qui a de l'expérience dans ce domaine, a mis en avant la contrainte forte d'un emplacement visible depuis un axe à grande circulation, avec des facilités de parking. Le pôle touristique est également concerné par ce facteur de visibilité et les visites d'autres sites ont confirmé le niveau stratégique de l'emplacement immédiatement accessible depuis un axe routier majeur (Ex : Maison de la limousine à Lanau, trop excentré et pas assez visible). Les terrains situés au niveau du rond-point de la Bressandière sur le RN 149 répondent à cette exigence commerciale, dont il faut nécessairement tenir compte pour l'équilibre économique du projet. Les parcelles sur la tranche 3 de la ZAC sont classées en 1Auz et permettent ainsi des activités économiques.</p> <p>Le pôle élevage nécessite des terres agricoles pour le pâturage des animaux et la construction du bâtiment de la station d'expérimentation. Les éleveurs ont besoin d'un accès facilité et immédiat entre le pôle élevage, leurs bureaux et les salles de réunion qu'ils vont utiliser régulièrement pour leurs nombreux événements. La tranche 3 de la ZAC jouxte des parcelles agricoles (en zonage A), ce qui permet une liaison entre le pôle élevage et les 3 autres pôles du projet.</p> <p>Enfin, l'ADAPEI sera gestionnaire des deux restaurants et de la cuisine centrale. Elle y emploiera 105 personnes (dont 73 personnes en situation de handicap). Elle emploiera également 165 personnes qui travailleront dans la blanchisserie, dans l'atelier de stockage « espaces verts » et dans l'atelier de formation. Etant donné le nombre de personnes en situation de handicap travaillant sur le site et les problématiques de mobilité qu'elles rencontrent, l'ADAPEI ne peut pas implanter ces différents bâtiments de part et d'autre de la RN 149. La tranche 3 de la ZAC lui permet de regrouper toutes ses activités dans un même lieu sécurisé.</p> <p>Le site de la Bressandière répond à l'ensemble des contraintes propres à chacun des 4 pôles qui composent la Maison de la Parthenaise. <u>Ce projet, et celui de l'ADAPEI 79 ne consomment pas d'espaces agricoles supplémentaires.</u></p> <p>La création de la ZAC de la Bressandière a été précédée d'une analyse de sites pour mesurer l'impact environnemental et agricole du projet. Le site de la Bressandière a été retenu en 2007 (dossier de création de la ZAC du 27 septembre 2007) et a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 29 avril 2010 au titre de la Loi sur l'Eau.</p>	
2			L'évaluation environnementale initiale fait état de cette analyse.

3	<p>3- Zones humides</p> <p>a-Définition de l'enjeu</p> <p>Les investigations botaniques, et pédologiques présentées dans le dossier permettent d'identifier une zone humide de 1,39 ha (voir fig.3). Les principaux enjeux écologiques se concentrent dans la partie centrale du talweg qui assure l'ensemble des fonctions biologique, hydrologique et biogéochimique. En périphérie de cette zone très fonctionnelle, on retrouve des zones à enjeux modérés : zones tampons et éléments fonctionnels de la zone humide. Les enjeux faibles correspondent aux parties de la zone humide situées en versant (sur pente).</p> <p>Le dossier indique que le reste du site d'étude présente un enjeu très faible vis-à-vis de la zone humide. La MRAd note toutefois que les zones humides définies dans l'évaluation environnementale sont retenues sur la base de la note technique du 26 juin 2017, et par conséquent sur les critères pédologique et botanique simultanés. Cette approche tend à minimiser la superficie des zones humides identifiées.</p> <p>La MRAd considère que les zones humides doivent être caractérisées en application des nouvelles dispositions de l'article L. 211-1 du code de l'environnement, modifié par la loi du 24 juillet 2019 renforçant la police de l'environnement, d'ores-et-déjà en application (critère pédologique ou floristique). Cet article définit notamment les zones humides comme « les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».</p>	<p>Le dossier de porter à connaissance dans le cadre duquel les zones humides ont été redéfinies est antérieur à la loi du 26 juillet 2019. L'actualisation de l'étude est en cours pour prendre en compte cette évolution réglementaire.</p> <p>+ Voir remarques précédentes § 2 du mémoire en réponse à l'avis DDT.</p>	<p>L'évaluation environnementale a été actualisée pour prendre en compte l'évolution réglementaire.</p> <p>Les autres pièces du PLU évoluent en conséquence (voir réponses à l'avis DDT ci-dessus).</p>
4	<p>3- Zones humides</p> <p>b-Démarche d'évitement</p> <p>Le dossier indique que la démarche d'évitement menée (figure n°4) permet de conserver 1,72 ha de zone humide, la partie la plus fonctionnelle de la zone humide sur l'ensemble du linéaire du talweg et les écoulements alimentant la zone humide, les mares et les habitats patrimoniaux. Le dossier indique que 0,27 ha de zones humides seraient impactés par les travaux à venir après évitement et réduction.</p> <p>La MRAd considère que l'enjeu relatif à la zone humide est à redéfinir (cf. § précédent). Elle estime nécessaire de réévaluer les incidences du projet sur cet enjeu, en parallèle d'une démarche d'évitement élargie incluant la recherche de sites alternatifs pour l'accueil des activités projetées.</p>	<p>Les enjeux relatifs aux zones humides ainsi que les incidences seront ré-évalués au regard de cette nouvelle réglementation dans le cadre du dossier de porter à connaissance au titre de la loi sur l'eau.</p> <p>+ Voir remarques précédentes § 2 du mémoire en réponse à l'avis DDT.</p> <p>Sur la démarche d'évitement élargie, voir remarques § 3 du mémoire en réponse à l'avis DDT.</p>	<p>L'évaluation environnementale a été complétée des informations listées ci-contre.</p> <p>Les autres pièces du PLU évoluent en conséquence (voir réponses à l'avis DDT ci-dessus).</p>
5	<p>3- Zones humides</p> <p>c-Mesure compensatoire</p> <p>Le dossier indique qu'une zone humide déjà existante et en connexion directe avec les zones humides impactées (cohérence de bassin versant, de proximité, de fonctionnalités écologiques...) est choisie comme site de compensation (fig.5). Le dossier indique qu'après travaux d'aménagement, cette zone humide permettrait de compenser la zone humide impactée en termes de surface et de fonctionnalités. Il précise toutefois que ce secteur est exposé à un risque de remontée de nappe mais ne précise pas les incidences de ces aménagements sur cette nappe. La MRAd note que le dossier ne démontre pas de manière convaincante le gain attendu par la compensation sur une zone humide déjà existante, et dont l'état et les fonctionnalités actuelles et après mise en œuvre de mesures de compensations ne sont pas décrites.</p> <p>L'évaluation environnementale (dossier P.142) indique que « Les zones humides issues des mesures d'évitement ou de compensation feront l'objet d'une protection stricte dans le règlement, en application de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme, en tant que secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique ». La zone 1AUBr, dans sa partie située au nord-ouest de la RN 149, englobe les terrains destinés aux mesures compensatoires et comprenant une zone humide. Ce zonage rend ces terrains constructibles sans mesure réglementaire de protection environnementale, donc en contradiction avec la vocation d'espace de compensation.</p> <p>La MRAd relève donc que la mesure de compensation présentée n'est pas accompagnée d'un règlement cohérent permettant d'assurer sa protection.</p>	<p>Sur les remontées de nappes, on précise que le site est concerné par des risques d'inondations de cave avec un niveau de fiabilité faible. Cette information est donnée à titre indicatif et ne prévaut pas sur les inventaires de terrain, qui ont par ailleurs mis évidence des engorgements du sol proche de la surface. La présence d'eau dans le sol garantit par ailleurs la réussite de la mesure compensatoire.</p> <p>Le dossier présente les fonctionnalités actuelles, les facteurs de dégradation ainsi que les fonctionnalités attendues après réalisation des aménagements de la page 174 à la page 188. Ces mesures compensatoires vont par ailleurs être redéfinies (ajout de deux sites de compensation) dans le cadre du dossier de porter à connaissance, afin de répondre aux nouveaux impacts induits par la redéfinition des zones humides.</p>	<p>L'évaluation environnementale a été complétée des informations listées ci-contre.</p> <p>Les autres pièces du PLU évoluent en conséquence (voir réponses à l'avis DDT ci-dessus).</p>
6	<p>4-Habitats d'espèces</p> <p>Les inventaires faunistiques réalisés montrent que les mares, les zones humides identifiées au sein du site, notamment dans sa partie centrale, et les haies jouent un rôle majeur pour l'ensemble des espèces inféodées à ce type de milieux.</p> <p>Le dossier indique qu'un inventaire écologique a été réalisé en novembre 2018 et en mars 2019. Les observations ont permis le recensement de nombreuses espèces patrimoniales : batraciens</p>	<p>Les inventaires de novembre 2018 et mars 2019 ont été réalisés uniquement pour redéfinir les zones humides et pour définir les mesures compensatoires zone humide.</p>	<p>Des informations sont listées ci-contre.</p> <p>En outre, par courrier en date du 23 décembre 2019, Mme Le Préfet des Deux-Sèvres a accusé réception des compléments adressés par la Communauté de communes de Parthenay-Gâtine au titre de la loi sur l'eau, notamment sur le volet Zones humides (étude de « Porter à Connaissance » effectuée au titre de</p>

Révision Allégée n°2 ne portant pas atteinte aux orientations du PADD / PLU CHATILLON SUR THOUET

<p>(Crapaud commun, Grenouille agile et Triton palmé), reptiles, odonates (libellules et demoiselles), orthoptères (Crique des pâtures, Crique duettiste, Crique pans, Crique ensanglanté, Grande sauterelle verte, Decticelle cendrée, Grillon des bois), Coléoptères (Grand capricorne du Lucane cerf-volant, ainsi que de nombreuses espèces d'oiseaux dont le Héron cendré).</p> <p>La MRAe constate que les périodes d'inventaire (mars et novembre) ne sont pas favorables à l'observation de certaines espèces potentiellement présentes et très sensibles à l'urbanisation telles que certains reptiles, invertébrés terrestres et chiroptères.</p> <p>La MRAe recommande de compléter la campagne de terrain et de définir, le cas échéant, les mesures adaptées en matière d'évitement et de réduction des incidences sur les milieux naturels.</p>	<p>En outre, depuis 2007, le site de la ZAC de la Bressandière a fait l'objet de plusieurs études environnementales. En voici un historique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Septembre 2007 : étude d'impact réalisée par le cabinet Thema Environnement dans le cadre de la création de la ZAC. Le rapport de présentation, réalisé par le cabinet Thema Environnement, classe, dans sa partie 2.C « Synthèse des sensibilités du site », l'ensemble de la ZAC de la Bressandière en sensibilité faible, sauf le réseau de haies et le talweg qui mène à l'écluse de La Boule. <p>Plus précisément :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ Des espèces protégées ont été inventoriées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, au niveau des mares. Il s'agit de plusieurs espèces d'amphibiens (anoues et urodèles) lesquelles sont directement inféodées aux mares constituant des sites de reproduction privilégiés ainsi qu'un réseau de haies bocagères formant leurs habitats terrestres caractéristiques. ➢ Leur préservation dans le schéma d'aménagement repose sur les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Préservation des 2 compartiments vitaux des individus (amphibiens) : <ol style="list-style-type: none"> 1. Site de reproduction : maintien des mares en l'état, voire intégration dans les systèmes de rétention des eaux pluviales 2. Habitats terrestres : préservation des haies bocagères de qualité. ▪ Conservation des conditions d'écoulement des eaux superficielles au niveau du talweg transversal à la RN 149. <p>Dans ce même rapport, le point « 4.E Au regard de la prise en compte des impacts sur l'environnement », mentionne que le projet prend en compte les impacts sur l'environnement et envisage des mesures pour supprimer, réduire ou compenser ces effets. Ce sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'adaptation du projet à la topographie du site - La mise en œuvre de dispositifs de rétention et de traitement des effluents en 2 points bas de la ZAC - L'élaboration d'un plan de circulation adapté - L'identification et la préservation des secteurs naturels sensibles (milieux humides) - La préservation des haies bocagères existantes et l'aménagement de compléments paysagers <p>En 2009, un dossier de Déclaration / demande d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau a été déposé au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement le 12 février 2009, et a été approuvé par « arrêté préfectoral du 29 avril 2010 portant autorisation pour l'aménagement de la ZAC de la « Bressandière » sur la commune de Châtillon-sur-Thouet.</p> <p>La notice d'incidence du dossier de déclaration/autorisation au titre de la Loi sur l'Eau précise notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➢ « Plusieurs mares et zones humides sont présentes sur le site d'étude » ➢ A noter que dans le cadre de l'aménagement de la zone, toutes les mares seront conservées. La superficie des mares est fonction de la saison. En amont de la réalisation des travaux, un inventaire sera réalisé afin de 	<p>l'article R 214-18 du Code de l'environnement de décembre 2019), et a indiqué que « l'instruction du dossier n'appelle pas de (sa) part d'observations particulières ». Cette étude engage la Communauté de communes à mettre en œuvre un suivi faunistique et floristique sur l'ensemble des zones humides de la ZAC de la Bressandière. Ce suivi sera réalisé à l'issue des travaux durant 10 ans à raison de trois passages (année n+1, n+5 et n+10). Cet engagement pourrait être formalisé par arrêté préfectoral.</p>
--	--	--

	<p>localiser précisément toutes les mares, les intégrer au projet, et prélever les espèces protégées en vue de leur réintroduction.</p> <p>Dans la continuité des démarches suivies, la Communauté de Communes a confié à Deux-Sèvres Nature Environnement (DSNE) la réalisation d'un diagnostic biologique complémentaire sur la ZAC de la Bressandière.</p> <p>DSNE a réalisé un diagnostic faunistique et floristique complet, ainsi qu'un inventaire des mares, milieux humides existants.</p> <p>Plus de 20 passages sur site ont été programmés entre mars et septembre 2010.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Echantillonnage des amphibiens sur la base de 8 passages : en journée (18 mars, 21 mai et 14 juin) et de nuit (23 mars, 25 mars, 9 avril, 10 avril, 21 mai et 22 mai). - Diagnostic floristique sur la base de 3 journées en avril, juin et septembre - Echantillonnage des reptiles, à chaque visite sur site, entre mai et septembre - Echantillonnage de l'entomofaune, sur la base de 7 passages les 18 mai, 10 juin, 14 juin, 13 juillet, 29 juillet, 26 août, 16 septembre 2010 - Diagnostic botanique et phytosociologique sur la base de 3 passages les 11 mai, 9 juillet et 28 septembre. <p>Ce diagnostic apporte des préconisations en terme de mesures d'aménagement et de mesures compensatoire, qui ont ensuite été intégrés dans un nouveau rapport pour la réalisation de la ZAC, en 2013, qui indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des espaces non constructibles ont été prévus au sein des lots afin de garantir la pérennité des écoulements superficiels et de maintenir les zones humides qui existent le long des zones d'écoulements. - Les écoulements en provenance de l'amont du projet sont maintenus de façon à conserver l'alimentation en eau de la zone humide - Les débits de fuite issus des ouvrages de régulation des eaux pluviales (parties privées et publiques) contribueront à alimenter en eau la zone humide avec des débits régulés - Les prairies humides sensibles (prairies humides à Oenanthe à feuilles de peucedan notamment) ont été préservées dans le cadre du projet. <p>Les études complémentaires menées en novembre 2018 et en mars 2019 dans le cadre du présent dossier s'insèrent dans la continuité des études établies depuis 2007. L'ensemble des préconisations de ces différentes études ont été mises en œuvre dans le cadre de la définition des projets (évitement des zones à enjeux, restauration de milieux fonctionnels, plantations compensatoires).</p>	
<p>5-Risques industriels</p> <p>Le dossier précise que la RN 149 est un axe de transport de matières dangereuses et évoque, en raison de la présence de six installations classées pour la protection de l'environnement aux abords immédiats du périmètre du projet, la nécessité d'une vigilance particulière. Le dossier localise ces ICPE (dossier p.109) mais n'indique pas la nature des risques qu'elles comportent. Or, le projet prévoit des activités dont certaines sont susceptibles de recevoir du public.</p> <p>La MRAe recommande de préciser la nature des risques liés à la présence des ICPE, y compris les risques cumulés et les interactions potentielles entre activités industrielles et non industrielles. La MRAe estime par ailleurs nécessaire d'indiquer les éventuelles mesures de gestion envisagées pour prévenir les risques liés aux co-activités.</p>	<p>Ces aspects sont développés pages 131 et 132 de l'évaluation environnementale.</p> <p>Il peut être indiqué les éléments suivants néanmoins :</p> <p>Une installation Classée pour la Protection de l'Environnement correspond à toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains. Il est important de rappeler que ces établissements sont soumis à une réglementation stricte et à des contrôles réguliers. En effet, une étude des effets du projet sur la santé et la préservation des mesures envisagées pour supprimer,</p>	<p>Le dossier d'évaluation environnementale a été complété des informations listées ci-contre.</p>

	<p>réduire et, si possible, compenser les conséquences dommageables du projet pour l'environnement et la santé doit faire l'objet d'une partie dédiée dans le cadre de l'étude d'impact. L'obligation d'étudier les effets sur la santé dans l'étude d'impact est définie avec l'article R.122-5.II du Code de l'environnement. Ce dernier précise qu'une analyse des effets directs et indirects, temporaires et permanents sur l'environnement, en particulier sur la santé.</p> <p>Les risques liés aux activités présentes à proximité de la ZAC de la Bressandière ont donc été étudiés et, des mesures ont été mises en place afin de prévenir ces risques. Cependant, les risques liés à un accident ne peuvent être totalement exclus.</p> <p>Pour être plus précis concernant les entreprises de la zone de la Bressandière et dont les activités sont liées à l'obtention d'ICPE :</p> <p>Il s'agit d'une entreprise agroalimentaire, la SAB qui gère de manière autonome son ICPE et notamment les contraintes vis-à-vis des normes d'hygiène et de la gestion des eaux usées. A noter : la SAB est située de l'autre côté de la RN 149, à plus de 350 mètres de la tranche 3 de la ZAC.</p> <p>Il s'agit également de l'entreprise BTS Industrie, spécialisée dans la peinture industrielle. Elle est implantée sur la zone de la Bressandière, de l'autre côté de la RN 149, à plus de 350 mètres. L'ICPE porte particulièrement sur les conditions de stockage des poudres de peinture. L'entreprise, régulièrement contrôlée, gère de manière autonome les risques liés à son activité.</p> <p>La coopérative ACEM est spécialisée dans le commerce bois et dérivés pour les artisans. Elle est soumise à ICPE au titre du volume de stockage. Le site est composé de 4 bâtiments distincts : il est situé à x mètres de la tranche 3 de la ZAC, mais en voisinage immédiat d'autres activités.</p> <p>La SOVAM fabrique du matériel roulant aéroporuaire. Elle dispose d'un ICPE au titre d'une cabine de peinture (activité reprise par BTS Industrie – cf paragraphe ci-dessus) et de la puissance de son poste de livraison électrique.</p> <p>Quant à la société ADAX, il n'y a plus d'activité sur le site depuis 2018.</p> <p>Il convient de rappeler, s'agissant des interactions, que chaque dossier ICPE a été instruit soit par la DREAL soit par la Direction des Services Vétérinaires en prenant en compte tous les scénarios susceptibles de provoquer un risque pour les populations et pour les salariés des entreprises voisines. Par ailleurs, aucune de ces entreprises ne relève de la directive ATEX.</p> <p>En conclusion, il n'existe pas de risque avéré relatif à des interactions liées aux ICPE autorisées sur un rayon de 500 mètres de la tranche 3 de la ZAC. Toutes les entreprises bénéficiaires d'une autorisation ayant pris toutes dispositions relatives à la sécurité des populations.</p> <p>Toutes les installations et équipements de protection incendie ont été régulièrement visités et contrôlés par le SDIS des Deux-Sèvres. Tous les cheminements relatifs au passage PL ont fait l'objet d'une validation par la DIRCO (création du rond-point de la Bressandière).</p>
--	--

		Compte-tenu de la nature des activités relevant de la législation ICPE, de leur éloignement par rapport au site des projets (250 m minimum), nous pouvons considérer qu'il n'existe aucun risque cumulé ou interaction potentielle entre ces activités et celles de la Maison de la Parthenaise et de l'ADAPEI 79.	
6-Paysage	Le projet prévoit le traitement paysager qualitatif des abords de la RN 149, des haies et alignement d'arbres à conserver ainsi que des espaces verts intégrant des zones humides et des ouvrages de gestion des eaux pluviales. Toutefois la bande de recul des constructions semble inclure dans cet espace des parkings, susceptibles de dégrader la qualité paysagère de la façade urbaine. La MRAe recommande de redéfinir les fonctionnalités de ces espaces de recul.	Voir remarques § 4 du mémoire en réponse à l'avis DDT.	Le dossier de dérogation à l'application de l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme et l'Orientation d'Aménagement de Programmation ont été jugés suffisamment complets par la collectivité, il n'y est donc pas apporté de modifications.
8			
9	<p>Synthèse des points principaux de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale</p> <p>Le projet de révision alléguée n°2 du plan local d'urbanisme de Châtillon-sur-Thouet prévoit l'accueil de nouvelles activités sur le site de la Bressandière, au sein d'une surface à aménager de dix hectares environ.</p> <p>La MRAe estime que les enjeux relatifs aux zones humides et à certaines espèces sont à réévaluer. Elle recommande de mener une démarche d'évitement élargie, incluant l'analyse de sites alternatifs d'implantation des deux projets envisagés. La MRAe estime par ailleurs que l'enjeu paysager devrait être reconsidéré et que les risques liés aux activités industrielles doivent être précisés.</p> <p>En l'état actuel du dossier, la MRAe considère que la prise en compte des enjeux environnementaux est notablement insuffisante.</p>	<p>La communauté de communes estime que le choix de la localisation des projets est pertinent au regard de tous les éléments apportés § 3 de la réponse à l'avis DDT et § 1 de la réponse à l'avis MRAE. Le choix du site répond donc à ce besoin de synergie et le projet global ambitieux d'articuler au mieux les dimensions économiques, sociales, territoriales et environnementales.</p> <p>Par ailleurs, comme mentionné dans la présente notice, les enjeux relatifs aux zones humides seront réévalués.</p> <p>Les enjeux biologique et paysagers ont été identifiés et pris en compte, et cela depuis la création de la ZAC en 2007 jusqu'au présent dossier.</p> <p>Considérant l'ensemble du projet de Révision Alléguée n°2, à la fois dans son contenu et son historique, la Communauté de communes de Parthenay-Câline estime qu'elle répond aux attendus des Codes de l'Urbanisme et de l'Environnement.</p>	

OBSERVATIONS RECUEILLIES DANS LE CADRE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

Le rapport et conclusions du Commissaire enquêteur font état de 24 observations consignées durant l'enquête publique. Sur ces 24 observations, 16 sont favorables au projet et 8 sont défavorables, elles ont toutes été étudiées par la collectivité. Les 8 observations défavorables portant notamment sur :

- La nécessité de prise en compte des dispositions législatives récentes concernant les zones humides
- L'atteinte au PADD du SCoT
- L'opportunité de l'implantation des projets de l'ADAPEI 79 et de la Maison de la Parthenaise sur la tranche 3 de la ZAC de la Bressandière
- Les zones de compensation des zones humides
- L'inventaire faune / flore
- Les alignements d'arbres
- Les règles de stationnement
- Une construction en surplomb de la voie d'accès à une entreprise de menuiserie avec un important stockage de bois
- Les incompatibilités du projet avec les règles et plans d'aménagement en vigueur.

Les compléments d'information apportés par la maîtrise d'ouvrage dans le cadre de son mémoire en réponse apparaissent dans les conclusions du commissaire enquêteur. Ce dernier indique que l'ensemble des réponses lui paraissent recevables.

Aussi, la collectivité décide de suivre l'avis du Commissaire enquêteur et fait donc évoluer le dossier de PLU, en lien avec les remarques des Personnes Publiques Associées, sur les points suivants :

- Actualisation du volet Zone Humide pour tenir compte de l'évolution réglementaire récente,
- Protection d'un alignement d'arbres supplémentaire